

"Une perspective pour l'Europe" dans Het Vrije Volk (10 mai 1950)

Légende: Le 10 mai 1950, au lendemain de la conférence de presse de Robert Schuman sur la mise en commun du charbon et de l'acier en Europe, le quotidien néerlandais Het Vrije Volk se félicite de l'initiative du gouvernement français.

Source: Het Vrije Volk. 10.05.1950. [s.l.]. "Perspectief voor Europa".

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_perspective_pour_l_europe_dans_het_vrije_volk_10_mai_1950-fr-10e7e131-068b-43cc-9f25-8eb1432afe42.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Une perspective pour l'Europe

Alors que Trygve Lie, le secrétaire général norvégien des Nations unies est en route pour Moscou en vue des négociations avec Staline, ont débuté à Paris et à Londres les pourparlers préparatoires entre les trois ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, des pourparlers dont la portée ne peut pas être suffisamment bien accueillie. Car la Russie a le temps et peut attendre, tandis que l'Europe déchirée et en ruines en 1952 devra voler de ses propres ailes si l'aide du plan Marshall n'est pas renouvelée. L'ouverture des négociations de Londres est un signe prometteur.

Il y a eu tout d'abord l'accord temporaire entre les Français et les Américains à propos d'une protection commune de l'Indochine. Le fait que la guerre en Indochine contre le communisme, qui tente de prendre le contrôle du nationalisme dans tout l'Extrême-Orient, ait pesé exclusivement sur la France a, et c'est compréhensible, contrarié les Français. Si ces derniers sont battus en Indochine, le communisme sera aux portes de Burma, du Siam et également de Malakka. Les Français avancent dès lors, à juste titre, que les coûts de la guerre en Indochine ne doivent pas uniquement être supportés par la France. À l'heure actuelle, un quart du budget français consacré à la défense a déjà été dépensé pour financer la guerre en Indochine.

Et ce n'est pas tout. Une partie de l'armée française n'est plus disponible pour une éventuelle protection des frontières françaises, alors qu'en cas de conflit en Europe, le gros des troupes, en termes de matériel humain, devra venir en premier lieu de la France, et ensuite de l'Angleterre. Ce malaise en France est aussi la cause d'un désir assez fort répandu d'adopter une politique de neutralité armée dans un éventuel conflit direct entre l'Amérique et la Russie. Le quotidien *Le Monde* s'est surtout fait l'écho de ces idées de neutralité ces dernières semaines.

La deuxième note optimiste vient de l'Allemagne de l'Ouest même. Le chancelier Adenauer proposera au Parlement de Bonn l'adhésion de son pays au Conseil de l'Europe. L'adoption de cette proposition semble assurée. Il est vrai que M. Schumacher, le chef des sociaux-démocrates, a fait savoir que sa fraction s'y opposerait, mais il n'est pas exclu que M. Schumacher retourne sa veste au dernier moment. La Sarre était pour lui le gros écueil, mais celui-ci est moins inévitable aujourd'hui grâce à la récente offre de la France concernant la gestion commune de l'industrie du charbon et de l'acier de la France, de l'Allemagne et aussi de la Sarre.

Cette offre française est, dans les grandes lignes qu'on connaît jusqu'ici, certainement la plus importante depuis la libération en 1945. Cette idée doit être tout particulièrement séduisante pour les socialistes allemands. Lors des conférences socialistes internationales, ils se sont aussi toujours résolument opposés à une internationalisation unilatérale de la Ruhr, malgré la forte insistance des autres partis socialistes d'Europe en tant que première étape sur la voie de la gestion internationale des grandes industries européennes clés. Les socialistes allemands voulaient tout ou rien: une gestion internationale non seulement de l'industrie lourde allemande, mais aussi de celle de la France, de la Lorraine, du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas. Le congrès international socialiste de Vienne de 1948 s'est également exprimé en ce sens, mais personne n'attendait de résultat direct d'une application rapide de cette résolution de Vienne. Il n'y a même pas eu beaucoup de propagande à ce propos, hélas. Le seul à en avoir fait fut le défunt Léon Blum dans le quotidien socialiste parisien *Le Populaire*.

La proposition française émane à présent officiellement du gouvernement. Cela a une très grande signification politique, économique et aussi psychologique. Elle constitue l'une des étapes les plus importantes sur la voie d'une unification pacifique de l'Europe et un complément des plus précieux au Traité de l'Atlantique, qui table trop sur des divisions qui n'existent plus que sur papier.